

COMPTE PUBLICATION VILLE		VILLE DE SANNOIS				
Document généré le lundi 13 novembre 2023 à 10:04						
Diffusion Internet	Version	Transmis	Publication	Visites	Retraits	Dépôts
web + alerte	Intégrale	13/11/23	13/11/23	0	0 / 0	0 / 0
Diffusion Presse	Version	Transmis	Publication	Etat	Identifiant	N° Annonce
BOAMP	MAPA					
Service : CP						
Classification CPV :						
Principale : 72600000 - Services d'assistance et de conseils informatiques						
AVIS DE PUBLICITE						
MAIRIE DE SANNOIS Monsieur le Maire Hôtel de Ville Place du Général Leclerc BP 60088 - 95111 SANNOIS SIRET 21950582300019  www.ville-sannois.fr						
L'avis implique l'établissement d'un Accord-Cadre.						
Durée : 12 mois						
Accord-cadre avec un seul opérateur.						
Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques ;						
Objet	PRESTATION DE SERVICES INFORMATIQUES					
Référence	2023-DSIT-0013					
Type de marché	Services					
Mode	Procédure adaptée ouverte					
Code NUTS	FR108					
Lieu d'exécution principal	Hôtel de Ville 95111 SANNOIS					
Durée	12 mois					
Description	<p>Le présent accord-cadre a pour objet d'assurer des prestations d'installations, d'administrations de serveurs informatiques et d'équipements spécifiques (switchs et pare-feu) ainsi que du conseil en infrastructures informatiques au sein du Département du Système d'information et Téléphonie. de la Ville de Sannois.</p> <p>Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.</p>					
Code CPV principal	72600000 - Services d'assistance et de conseils informatiques					
Forme	Les variantes sont refusées					
Quantité ou étendue	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification du contrat. Il est renouvelable annuellement 3 fois. Montant HT maximum annuel du contrat : 20000.0 Euro(s) H.T. Les prestations sont réglées par des prix unitaires. Valeur estimée hors TVA : 80 000,00 €					
Reconductions	Oui					
Conditions relatives au contrat						
Cautionnement	Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.					
Forme juridique	Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.					
Autres conditions	Conditions particulières d'exécution : Non					
Conditions de participation						
Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :						
Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :						
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.						
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés						

	<p>- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)</p> <p>- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents</p> <p>Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. - Formulaire DC1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) - Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) <p>Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail <p>Marché réservé : Non</p> <p>La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.</p> <p>Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché : Non</p>
Critères d'attribution	Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).
Offres	<p>Remise des offres le 11/12/23 à 12h00 au plus tard.</p> <p>Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.</p> <p>Unité monétaire utilisée, l'euro.</p> <p>Validité des offres : 4 mois , à compter de la date limite de réception des offres.</p> <p>Modalités d'ouverture des offres :</p> <p>Date : le 14/12/23 à 14h00</p>
Dépôt	<ul style="list-style-type: none"> • Déposer un Pli dématérialisé
Renseignements complémentaires	<p>Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : https://www.achatpublic.com</p>
Fonds	Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : Non
Recours	<p>Instance chargée des procédures de recours :</p> <p>Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 2-4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex Tél : 01 30 17 34 00 - Fax : 01 30 17 34 59 greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr</p> <p>Organe chargé des procédures de médiation :</p> <p>Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 2-4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex Tél : 01 30 17 34 00 - Fax : 01 30 17 34 59 greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr</p> <p>Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :</p> <p>Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.</p> <p>Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.</p> <p>Envoi le 13/11/23 à la publication</p>